

Viande bovine. Le blues des éleveurs

Frédérique Le Gall

Beaucoup d'heures de travail pour un maigre revenu : les producteurs de bovins à viande sont à la peine. A Corlay (22), François Rault est à la tête d'un troupeau de limousines. Il arrive tout juste à dégager un Smic pour 70 heures de travail par semaine.

François Rault, 34 ans, est éleveur à Corlay. Sans l'aide de ses parents, il n'aurait jamais pu financer la constitution de son troupeau.



Photo F.L.G.

La semaine dernière, les producteurs de viande bovine ont bloqué plusieurs abattoirs à travers la France, exigeant de meilleurs prix pour leurs animaux. Au tarif actuel, 3,60 euros du kilo, ils travaillent à perte, alors que le coût de production d'un animal engraisé est de 4,40 euros. En gros, ils reprochent aux centrales d'achat des grandes enseignes de pratiquer un chantage permanent sur les abattoirs pour tirer les prix vers le bas. Avec Stéphane Le Foll, le ministre de l'Agriculture, l'interprofession s'est

réunie le 12 mai. Aucun compromis sur une plus juste répartition des marges n'a été trouvé entre producteurs, abatteurs transformateurs et Stéphane Le Foll a donné rendez-vous à la filière dans un mois, tout en précisant que ce n'est pas le ministre qui décide du prix. Dans une filière bovine qui ne se distingue pas pour sa transparence, les producteurs ont toujours apparu comme les maillons faibles. Leurs revenus sont reconnus comme les plus bas de l'agriculture française : 12.000 euros par actif par an selon

la Fédération nationale bovine.

Rentabilité insuffisante

Un bas niveau que confirme François Rault, 34 ans naisseur engraisseur sélectionneur installé à Corlay (22). A la tête d'un troupeau de vaches allaitantes, 100 mères de race limousine, le jeune homme avoue gagner péniblement le SMIC. « Si on ramène le tout au nombre d'heures de travail et vu les capitaux engagés, cette production n'est pas rentable. Les prix n'ont pas augmenté depuis 20 ans. Notre

travail n'est pas reconnu à sa juste valeur et les prix aux consommateurs ne baissent pas. Où va la différence ? », s'interroge le jeune agriculteur.

Solidarité familiale

Fils unique, François Rault a repris la ferme familiale en 2007. Il produit des veaux de boucherie, des taurillons et des génisses ainsi que des vaches label rouge. Il dispose de 4.000 m² de bâtiment, pour loger ses bêtes l'hiver et de 82 hectares de terre, dont 12 ha de maïs,

20 de céréales et le reste en herbe. À part les récoltes, il réalise tout seul les travaux des champs. Il emploie un salarié à quart-temps. Levé à 7 h 30 le matin, sept jours sur sept, François vit à fond pour son travail. Il a aussi quelques responsabilités professionnelles. Il prend quelques week-ends et une semaine et demie de vacances au cours de l'année. Entre l'alimentation, la surveillance des animaux, l'entretien des clôtures, le paillage, l'éleveur a peu de temps pour lézarder. « Il y a autant de boulot qu'en vaches laitières, la traite en moins », commente François. Son père à la retraite lui donne un précieux coup de main. C'est lui en général qui surveille les veaux, la richesse de l'élevage allaitant. « J'ai eu de la chance de prendre une ferme qui tournait déjà et mes parents ont fait des efforts pour que je reprenne le cheptel. Un jeune qui démarre à zéro, il s'en sort beaucoup plus difficilement ». La résistance des élevages allaitants bretons repose beaucoup sur cette solidarité familiale.

Hémorragie

« Il y a des aides mais les prix de revient ont augmenté. Les exploitations tiennent le coup car le cheptel s'est constitué en capitalisant, un capital qui se transmet de père en fils », commente Olivier Allain, producteur de viande bovine et président de la Chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor. La Bretagne qui compte 105.000 vaches, entre les mains de 4.000 producteurs, a perdu le tiers de son cheptel allaitant depuis 2007. Jusqu'où ira l'hémorragie ?